



Conseil économique et social

Distr. générale
8 novembre 2010
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2011
31 janvier-9 février 2011

**Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. CARE	2
2. Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement.....	3
3. Conseil du Commonwealth pour l'écologie humaine	5
4. Drug Free America Foundation.....	6
5. Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique	8
6. Gram Bharati Samiti	9
7. International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm	11
8. Fédération internationale des centres sociaux et communautaires.....	13
9. Fédération internationale des femmes juristes.....	14
10. International Society for Augmentative and Alternative Communication.....	15
11. Union internationale pour l'étude scientifique de la population	16
12. Korea Freedom League	18
13. Korea International Volunteer Organization	19



1. CARE

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

CARE (Christian Action, Research and Education) est enregistrée en tant qu'association caritative au Royaume-Uni. L'association possède des bureaux à Londres, Basingstoke, Glasgow, Belfast et Bruxelles.

Buts et objectifs de l'organisation

CARE offre des services sociaux et de conseil au plan local au Royaume-Uni; une activité de recherche en politique sociale et d'influence aux niveaux local, national et mondial dans les domaines de la politique familiale et de l'enfance, de la création de relations, de l'éducation, de la bioéthique, de la traite d'êtres humains, etc.; et l'éducation du public et de la communication dans les domaines précités.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

CARE a accueilli une série de rencontres à l'appui des Nations Unies au cours de la période de déclaration, notamment pour commémorer le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme célébré le 10 décembre 2008 à New York.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Au cours de la période de déclaration 2006-2009, des représentants de CARE ont assisté et déployé une activité d'influence à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme en février et mars 2007 à New York.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

Pendant la période de déclaration, des représentants de CARE ont assisté, en y déployant une activité d'influence, aux première, troisième, quatrième, sixième, septième et dixième sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève. Comme indiqué ci-dessus, CARE a, sous les auspices du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), organisé des réunions d'information à New York, Genève et Londres dans le cadre des célébrations du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3. CARE coopère avec des organisations partenaires locales au Royaume-Uni concernant les questions relatives à la traite d'êtres humains. L'organisation œuvre en partenariat avec des centres de conseil en Afrique australe et par l'intermédiaire d'organisations locales en Europe de l'Est.

2. Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

L'Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement est la plus grande association non gouvernementale de Chine œuvrant pour la paix. Elle compte au total 24 organisations membres influentes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association a pour but de promouvoir la compréhension réciproque entre les populations de la Chine et du monde et d'œuvrer dans les domaines de la paix, du désarmement, de l'environnement, de la pauvreté et du développement durable. L'Association s'est employée à réaliser ces objectifs a) en organisant des échanges entre populations et des études de terrain; b) en organisant des symposiums internationaux avec des groupes de réflexion et des ONG internationaux et en y participant; c) en coopérant avec des organisations de paix et de développement dans d'autres pays en vue d'encourager la plantation d'arbres pour lutter contre la dégradation de l'environnement et promouvoir le développement durable.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de l'Association ont assisté aux événements suivants: des réunions du Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés en mars 2006 au mont Kumgang-san (République populaire démocratique de Corée) et à Séoul (République de Corée), où ils ont fait des exposés sur le problème des armes nucléaires dans la péninsule coréenne, et à Ulaanbaatar en mai 2007, où ils ont parlé du règlement des problèmes après les conflits; le Sommet mondial relatif à un monde dénucléarisé en février 2008 à Londres; et un forum sur la paix réunissant des ONG de la Chine, de l'Inde et de la Russie à Beijing en juillet 2009.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Des représentants de l'Association ont assisté aux conférences annuelles du Département de l'information à New York en septembre 2007, 2008 et 2009. Ils ont également distribué des documents sur le rôle des ONG chinoises dans le développement des droits de l'homme.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Association a participé en avril 2008 à Beijing à une conférence, qu'elle a co-organisé, du Réseau régional informel ONU-ONG, qui était accueillie par la section des ONG du Département des affaires économiques et sociales et par le Réseau chinois des ONG pour les échanges internationaux.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement dans la province de Gansu (Chine). En 2007, elle a pris les grandes initiatives ci-dessous.

Objectif 2, cible 3. L'Association a construit des écoles pour plus de 400 enfants.

Objectif 7, cible A. L'Association a fait don de 10 000 dollars des États-Unis pour la construction de barrières anti-sable et la plantation d'arbres dans le comté de Minqin à Su Wushan (Chine) afin de résister à l'extension de la désertification. En 2008, l'Association a organisé la participation d'experts agricoles de Chine à un symposium international sur l'agriculture au Viet Nam.

Complément d'information

Des représentants de l'Association ont assisté au premier et au deuxième forums pour la paix États-Unis/Chine, respectivement en avril 2008 à Beijing et en mars 2009 à Washington. Ils ont également assisté à une réunion sur l'énergie nucléaire à Téhéran en avril 2006, à laquelle ils ont fait des exposés sur les armes nucléaires en Iran; à la sixième conférence États-Unis/Chine sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération, organisée en juin 2006 à Washington; et à la réunion du comité exécutif du Conseil mondial de la paix, en octobre 2009 à Damas.

3. Conseil du Commonwealth pour l'écologie humaine

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

Le Conseil du Commonwealth pour l'écologie humaine est une organisation humanitaire qui encourage l'application concrète des principes écologiques humains et sociaux dans les politiques publiques et de la société civile aux niveaux local, national et international.

Buts et objectifs de l'organisation

La Conseil a pour but de diffuser un concept développemental concret de l'écologie humaine dans le Commonwealth britannique des nations. Il œuvre avec les pauvres des régions rurales et urbaines en vue d'améliorer leur vie et formule des propositions de politique au plus haut niveau, notamment des améliorations de la pêche dans le Commonwealth. Il soutient le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-Habitat).

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil a contribué à la création du Groupe consultatif ministériel du Commonwealth sur les établissements humains, en collaboration avec UN-Habitat.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Le Conseil a participé en mai 2008 à New York à la seizième session de la Commission du développement durable; à la vingt-deuxième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, en mai 2009 à Nairobi; aux troisième et quatrième Forums urbains mondiaux, respectivement en juin 2006 à Vancouver (Canada) et en novembre 2008 à Nanjing (Chine); et à la soixante et unième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales du Département de l'information des Nations Unies, en septembre 2008 à Paris. Il joue également un rôle de premier plan dans les activités des ONG dans le cadre de UN-Habitat et à la Commission du développement durable.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

Le Conseil a contribué au rapport intitulé "The Commonwealth Urban Challenge: Scoping the State of Commonwealth Cities", présenté à la réunion de 2009 des chefs de gouvernement du Commonwealth à la Trinité-et-Tobago. L'ex-président du conseil d'administration du Conseil a apporté son aide au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en tant que réviseur des annuaires 2008 et 2009 du PNUE.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. Le Conseil met actuellement en œuvre au Belize, aux Fidji et en Sierra Leone des projets dans le domaine de la pêche maritime financés par le Département britannique du développement international et par Australian Aid (AusAid). Il a aussi réalisé des études de cas au Belize, aux Fidji, en Sierra Leone, aux Iles Salomon et en Afrique du Sud, le but étant de rendre plus viable la petite pêche côtière.

Objectif 3. Le Conseil soutient le Réseau communautaire d'évaluation d'impact pour l'Afrique de l'Est, une ONG est-africaine, en vue de promouvoir l'intégration des sexes et le développement intégré des ressources en eau.

Objectif 7, cible C. Le Conseil a organisé deux ateliers et des sessions de formation en vue d'améliorer les compétences des ONG féminines, des groupes de jeunes et des organisations environnementales, respectivement en août 2009 en Ouganda et en décembre 2009 en Tanzanie.

4. Drug Free America Foundation

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

La Drug Free America Foundation est une organisation consacrée à la prévention de la toxicomanie et à la politique en matière de drogues. Elle s'emploie à élaborer, promouvoir et soutenir des stratégies, des politiques et des instruments législatifs à l'échelle mondiale visant à réduire l'usage illégal des drogues, la toxicomanie, et les accidents et les décès liés à la drogue.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de la Fondation consistent à analyser les politiques en matière de drogue; à s'opposer aux initiatives visant à légaliser, à décriminaliser ou à promouvoir les drogues ou leur usage; à encourager les personnes à s'efforcer de bannir les drogues des foyers, des écoles, des lieux de travail et des communautés; à prôner l'éducation aux drogues dans les écoles fondée sur l'abstinence; à sensibiliser les employeurs aux dangers de l'usage de drogues illicites sur le lieu de travail et à l'importance des programmes de milieu de travail exempts de drogue; à soutenir les initiatives en matière d'application de la loi et d'interdiction des stupéfiants; à encourager la coopération entre les gouvernements en vue d'adopter et d'appliquer des politiques et des instruments législatifs visant à réduire l'usage et l'abus de stupéfiants; à améliorer la communication à l'échelle mondiale entre les scientifiques, les chercheurs et les médecins en vue de faire progresser les connaissances sur l'abus des drogues, la toxicomanie et son traitement; et à partager les connaissances, les ressources et l'expérience de la Fondation avec ceux qui s'emploient à prévenir ou à éradiquer l'usage de drogues illicites. La Fondation, qui a son siège aux États-Unis, déploie principalement ses activités en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'intermédiaire de ses diverses divisions: l'Institute on

Global Drug Policy, l'International Scientific and Medical Forum on Drugs, l'International Task Force on Strategic Drugs, le Drug Prevention Network of the Americas, Students Taking Action Not Drugs et la National Drug-Free Workplace Alliance.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation soutient de manière constante le travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les conventions anti-drogue des Nations Unies. Le Groupe international de la Fondation pour les drogues stratégiques a organisé des manifestations dans plusieurs villes dans le monde en vue de mener campagne contre les drogues. Le Drug Prevention Network of the Americas s'est concentré sur la prévention, l'interdiction et la formation de coalitions en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par l'initiative SUNDIAL, la Fondation soutient le Conseil économique et social et, plus largement, l'Organisation des Nations Unies en recueillant des signatures pour une pétition de soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. En janvier 2007, la Fondation a lancé une publication annuelle gratuite en ligne avec comité de lecture intitulé "The Journal of Global Drug Policy and Practice".

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

La Fondation a assisté à Vienne, de 2007 à 2009, aux cinquantième, cinquante et unième et cinquante-deuxième sessions de la Commission des stupéfiants et a accueilli des manifestations parallèles. En 2008, elle a fait fonction d'organisation directrice pour l'Amérique du Nord lors des consultations régionales pour le Forum "Au-delà de 2008", une collaboration entre les ONG et les Nations Unies relative à la politique antidrogue lancée par le Comité d'ONG sur les stupéfiants de Vienne en collaboration avec l'ONUSIDA. En cette capacité, la Fondation a accueilli en janvier 2008 à St. Petersburg (Floride) 60 délégués d'ONG d'Amérique du Nord en vue de procéder à des consultations sur les questions de politique antidrogue. En juillet 2008, la Fondation a organisé et conduit une délégation de 10 personnes constituée de représentants d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et de la région Asie-Pacifique au Forum international des ONG "Au-delà de 2008" à Vienne.

B. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Plusieurs de ces objectifs sont à l'évidence inhérents au travail quotidien de la Fondation, mais celle-ci œuvre en particulier aux objectifs 4 et 6, cible 1. Le travail de la Fondation est centré sur l'abus de substances directement lié aux comportements à risque, aux infections liées aux drogues et à d'autres problèmes de santé. Le trafic de la drogue est également lié aux problèmes de traite d'êtres humains et aux entreprises criminelles qui affectent particulièrement les femmes et les enfants.

5. Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique

Statut consultatif spécial accordé en 1966

I. Introduction

L'Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique est une organisation d'États, de groupes et de personnes en Asie et dans le Pacifique vouée au développement de l'administration publique en vue de faire progresser le développement économique et social des pays de la région Asie-Pacifique.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs généraux de l'Organisation consistent à promouvoir la bonne pratique et la bonne conduite dans l'administration et la gestion publiques afin d'atteindre une qualité élevée de service pour les autorités publiques et le citoyen; à développer et à promouvoir l'étude de l'administration publique; à favoriser la coopération, la communication et l'entente entre les organisations d'administration publique; et à développer les qualités de direction et le savoir-faire en matière de gestion, en particulier aux niveaux de la direction et des cadres moyens. L'Organisation s'efforce d'atteindre ses objectifs par des conférences, des séminaires, des programmes de formation, des études spéciales, des enquêtes, des travaux de recherche et des publications au niveau régional et international. Son siège est situé à Manille et il existe trois centres régionaux: le Centre de gestion du développement à Kyonggi-do (Corée), le Centre des pouvoirs locaux à Tokyo et le Centre de formation à New Delhi.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique a organisé en octobre 2008 à Manille le séminaire intitulé "Governance in a Triptych: Environment, Migration, Peace and Order" (Le triptyque de la gouvernance: environnement, migration, paix et ordre), qui a mis en évidence des aspects de la gouvernance environnementale qui, lorsqu'ils sont mis en œuvre efficacement, peuvent contribuer à réaliser l'Objectif 7 du Millénaire pour le développement (préserver l'environnement). L'Organisation a également apporté sa contribution à une conférence organisée en octobre 2009 à Séoul sur le thème "Public Governance in Challenging Economic Times: Human Resource Development at the Battlefield" (La gouvernance publique en période économique difficile: le développement des ressources humaines en première ligne).

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Des représentants de l'Organisation ont participé aux réunions suivantes: à la réunion du Comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies, organisée en avril 2007 au siège des Nations Unies par le Département des affaires économiques et sociales; au 7^e Forum mondial "Réinventer l'État" sur le thème "Building Trust in Government" (Créer la confiance dans l'État), accueilli en juin 2007 par les Nations Unies à Vienne; à un atelier organisé en octobre 2007 à Séoul par le Département des affaires économiques et sociales; au Forum régional "Réinventer l'État en Asie" sur le thème "Towards Transparent and Accountable Governance" (Vers une gouvernance transparente et responsable), organisé en novembre 2007 à Djakarta par le Département des affaires économiques et sociales et le Centre des Nations Unies pour la gouvernance.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Organisation a reçu une aide financière du Département des affaires économiques et sociales pour l'organisation d'une des sessions de la réunion organisée en novembre 2006 à Brunei Darussalam sur le thème "Modernizing the Civil Service in Alignment with National Development Goals" (Moderniser la fonction publique en vue de l'aligner sur les objectifs nationaux de développement). En 2007, l'Organisation a mené un projet conjoint avec le Département des affaires économiques et sociales, intitulé "Online training course on results-based monitoring and evaluation of programmes to track the progress of Millennium Development Goals targets at national and local levels" (Cours de formation en ligne sur le suivi et l'évaluation fondée sur les résultats dans le but de déterminer l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement aux niveaux national et local). Ce cours est actuellement proposé sur le site de formation gratuit du Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration.

6. Gram Bharati Samiti

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

Gram Bharati Samiti, ou Société pour le développement rural, est actif dans 14 États en Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

Gram Bharati Samiti a pour but d'établir une société fondée sur les valeurs humanitaires démocratiques et un habitat équilibré du point de vue de l'environnement et de promouvoir la justice, la dignité et la liberté et l'égalité de chances pour tous. La Société s'occupe des pauvres des zones rurales et des groupes tribaux, en particulier les femmes, les enfants, les personnes handicapées et celles atteintes de la lèpre ou du VIH/sida. Elle déploie ses activités par l'intermédiaire de

120 groupes d'entraide regroupant 1 200 femmes pauvres des zones rurales ou de castes et classes défavorisées.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Société a établi un centre de formation professionnelle dans le village d'Arjunpura; lancé une campagne d'alphabétisation des femmes des zones rurales avec le Forum des juristes à Jaipur; organisé des ateliers à Guwahati, Patna et Ahmedabad sur le nouveau problème de la violence envers les femmes et le VIH/sida; et formé 50 représentants d'ONG à la santé génétique et sexuelle et aux droits en cette matière.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Des représentants de la société ont participé en juin 2006, en juin 2007 et en décembre 2007 à Genève et en décembre 2006 à Lusaka à une réunion du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Des représentants de la Société ont participé en avril 2009 à Genève à la Conférence d'examen de Durban et milité sur la question de la violation des droits de l'homme et de la violence faite aux femmes des castes défavorisées en Inde. Ils ont également participé du 31 mai au 2 juin 2006 à New York à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au sida et à d'autres réunions.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

La Société a dispensé de septembre à novembre 2006 une formation à l'informatique à 240 membres du personnel d'ONG dans 14 États en Inde avec la collaboration d'ONUSIDA; elle a assuré en 2008 la formation de 110 membres du personnel d'ONG au fonctionnement de l'internet et à la création de sites Web avec la collaboration d'ONUSIDA; en mai 2007 à Jaipur, elle a organisé une consultation de la société civile concernant le VIH/sida avec 27 membres du personnel d'ONG avec le soutien d'ONUSIDA; et elle a mené à Tonk (Rajasthan) une étude sur un système équitable de soins de santé pour les communautés tribales avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. La Société a fourni à 500 femmes de castes défavorisées des emplois durables dans des unités ménagères fondées sur les artisanats traditionnels ainsi qu'une alimentation nutritive à 60 enfants devenus orphelins suite au VIH/sida.

Objectif 2. La Société a assuré un enseignement non formel du niveau primaire à 100 enfants bergers.

Objectif 5. La Société a fourni des préservatifs à 3 000 femmes de zones rurales.

Objectif 6. La Société a distribué 7 000 préservatifs parmi les chauffeurs de poids lourds et leurs auxiliaires dans le district d'Alwar et a fourni à 6 000 jeunes migrants et aux membres de leur famille des informations exhaustives sur la prévention du VIH/sida et des autres maladies sexuellement transmissibles.

Objectif 7. La Société a planté sur 120 hectares de terres dans le district de Jaipur 60 000 plantes de diverses espèces devant servir de combustible, d'alimentation pour le bétail, de fruits, de bois de construction et d'ombrage et a construit deux barrages à Jaipur pour récolter les eaux de pluie.

D. Activités menées à l'appui de principes universels

La Société célèbre chaque année la Journée mondiale du sida et la Journée mondiale de l'environnement.

7. International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

L'International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm a été constituée en 1984 au sein de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en tant que Brock Chisholm Memorial Trust, dans le but de veiller au respect des droits de l'homme et des principes de la médecine humanitaire et de perpétuer les idées de George Brock Chisholm, le premier directeur général de l'OMS. En 2000, le Brock Chisholm Memorial Trust a été incorporé dans l'International Association for Humanitarian Medicine, donnant ainsi naissance à l'International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'Association a pour but de promouvoir la santé pour tous fondée sur des principes humanitaires, scientifiques et sociaux. Elle collabore avec les autorités et les organisations de santé des pays industrialisés pour créer dans les hôpitaux des services spécialisés gratuits pour le traitement médical, chirurgical et de réadaptation pour les malades des pays en développement et les populations démunies. Elle coopère avec d'autres organisations d'aide humanitaire partout dans le monde, en particulier dans les pays émergents et en développement. L'Association possède des sièges d'exploitation dans les pays suivants: Argentine, Autriche, Bénin, Égypte, Ghana, Grèce, Guatemala, Israël, Italie, Liban, Martinique, République démocratique du Congo, République tchèque et Suisse.

B. Changements importants dans l'organisation

The Association a étendu son champ d'action géographique par un réseau de sections régionales, notamment dans les pays suivants: Argentine, Bénin, Chine, Ghana, Guatemala, Martinique et République démocratique du Congo.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La collaboration médicale s'est intensifiée avec World Open Hospital, le réseau virtuel de l'Association regroupant des sections hautement spécialisées de centres hospitaliers dans les pays industrialisés qui apportent leur aide au traitement des patients hospitalisés atteints d'affections graves dans les pays à revenu faible et intermédiaire. L'Association a également publié le *Journal of Humanitarian Medicine*, seule revue spécialisée dans ce secteur qui diffuse des informations sur l'OMS et les Nations Unies.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Le président de l'Association a assisté à la 61^e Conférence des organisations non gouvernementales du Département de l'information des Nations Unies, qui a eu lieu en septembre 2008 à Paris pour marquer le 60^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

Pendant la période de déclaration, la Société a assisté régulièrement à des sessions du Conseil des droits de l'homme, à l'Assemblée mondiale de la Santé et aux réunions du Conseil d'administration de l'OMS. L'Association a organisé en avril 2008 la conférence célébrant le 60^e anniversaire de l'OMS.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Les principales activités menées ont concerné les objectifs 4, 5 et 8. L'Association s'est employée à assurer les soins médicaux généraux et spécialisés et la formation pour les spécialistes et les communautés. Elle a lancé les projets suivants: "The Good Birth" au Bénin en septembre, visant à réduire la mortalité infantile et néonatale, et la création d'un centre spécialisé à Kinshasa pour la diminution de la mortalité et de l'invalidité causées par les brûlures subies par les enfants, avec le soutien de la Direction générale de la coopération au développement du Ministère italien des affaires étrangères.

8. Fédération internationale des centres sociaux et communautaires

Statut consultatif général accordé en 1998

I. Introduction

La Fédération internationale des centres sociaux et communautaires est une organisation internationale composée d'organisations communautaires du monde entier.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fédération est un mouvement mondial de centres sociaux et communautaires consacré à l'établissement d'un développement solide et durable des communautés. L'organisation adopte une approche polyvalente et holistique par l'intégration des services, du renforcement des capacités et de la réforme sociale.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En sa qualité de présidente du Comité d'ONG sur les droits de l'homme, la Fédération a collaboré activement avec les États membres, d'autres ONG, le Département de l'information, et le HCDH dans le cadre de l'organisation de plusieurs manifestations et réunions pendant la période de déclaration.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Des représentants de la Fédération ont participé entre 2006 et 2009 aux Nations Unies à New York à des manifestations parallèles lors des cinquantième, cinquante et unième et cinquante-deuxième sessions de la Commission de la condition de la femme. La Fédération a siégé au Comité de planification de la 61^e Conférence annuelle des organisations non gouvernementales du Département de l'information des Nations Unies, qui s'est tenue en 2008 à Paris.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

La Fédération a siégé sans désemparer de 2006 à 2009 au Comité des ONG du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Le 23 octobre 2006, la Fédération a organisé et présidé une séance d'information sur la réforme des Nations Unies et l'avenir des procédures spéciales, parrainée par le HCDH, et, le 6 novembre 2006, elle a collaboré avec l'Assemblée générale et la HCDH à l'organisation d'un dialogue informel avec les ONG sur les droits de l'homme et la pauvreté. Le HCDH et le Comité d'ONG sur les droits de l'homme ont mené en octobre 2007 un dialogue avec Louise Arbour, Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Un représentant de la Fédération a fondé le Comité du développement social des ONG et des représentants de la Fédération ont continué à jouer un rôle actif dans les domaines de l'emploi, de l'inclusion sociale et de la lutte contre la pauvreté.

Objectif 1 et Objectif 2. La Fédération a fourni l'éventail complet de services, notamment des programmes centrés sur l'aide aux sans-abri pour leur permettre de quitter les abris et de s'installer dans un logement permanent, pour fournir des repas nutritifs de la grossesse à la vieillesse, une aide à l'éducation pour les personnes démunies, un tutorat postscolaire et la promotion dans le cadre de programmes scolaires locaux.

Objectif 3. La Fédération offre des programmes centrés sur la prévention de la violence envers les femmes, des services de santé mentale, des programmes de prise en charge des enfants et des services pour les personnes âgées.

Objectif 4 et Objectif 5. Les organisations membres de la Fédération fournissent des services pour les parents et les enfants en situation de pauvreté en vue de tenter de réduire la mortalité infantile.

Objectif 6. De nombreuses organisations membres de la Fédération offrent des services de santé publique, notamment des programmes pour les personnes atteintes du VIH/sida.

Objectif 8. La Fédération est déterminée à permettre aux voisins de s'entraider pour relever les défis locaux et développer les approches communes du développement des communautés. Elle a contribué par ailleurs à déployer des projets de coopération internationale et a organisé des conférences, des formations et des échanges pour faciliter les partenariats pour le développement.

9. Fédération internationale des femmes juristes

Statut consultatif spécial accordé en 1954

I. Introduction

La Fédération internationale des femmes juristes a été créée en 1944 à Mexico en vue de promouvoir les principes des Nations Unies dans les questions juridiques et sociales.

A. Buts et objectifs de l'organisation

La Fédération a pour but de promouvoir l'étude du droit comparé et d'améliorer et promouvoir partout le bien-être des femmes et des enfants. Il s'agit d'une organisation philanthropique à but non lucratif qui compte des entités affiliées dans le monde entier. Elle plaide pour les droits et l'autonomisation des femmes dans la profession juridique, l'ordre judiciaire et les enceintes politiques. Elle soutient et applique les objectifs et les principes des Nations Unies et, en particulier,

la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Protocole de Palerme) et les autres instruments juridiques régionaux et locaux.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

La Fédération reste membre de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies. Elle siège au conseil d'administration de la Conférence et œuvre à la réforme des Nations Unies, aux droits de l'homme, à la primauté du droit, au développement international et à d'autres questions stratégiques.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Suite à l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Beijing +15), la Fédération a participé à des consultations avec des organisations féminines. La Fédération coopère avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et contribue actuellement à la publication d'un rapport sur les femmes détenues en captivité dans le camp d'Ashraf en dehors de l'Iraq.

10. International Society for Augmentative and Alternative Communication

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

L'International Society for Augmentative and Alternative Communication est une alliance mondiale qui compte plus de 3 500 membres dans 60 pays et s'emploie à créer des possibilités pour les personnes non parlantes ou presque. Par son réseau mondial, la Société soutient et encourage les meilleures méthodes de communication améliorée et alternative comme le langage des signes, les générateurs de parole et les logiciels de communication et encourage l'échange d'informations, la recherche et l'accès à la communication par des méthodes et des technologies de communication améliorée et alternative.

A. Buts et objectifs de l'organisation

Le projet de la Société consiste à faire reconnaître et utiliser à l'échelle mondiale la communication améliorée et alternative, notamment par les familles, les fournisseurs de services, les chercheurs, les fabricants et les représentants des pouvoirs publics qui sont non parlants. Elle encourage le développement de la

recherche et des connaissances nouvelles dans ce domaine par le biais d'*Augmentative and Alternative Communication (AAC)*, une revue scientifique à comité de lecture.

B. Changements importants dans l'organisation

En avril 2007, le conseil d'administration a lancé un processus de restructuration qui a débouché en janvier 2009 sur des changements dans les statuts.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Société soutient la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le travail de l'Organisation mondiale de la Santé.

A. Coopération avec des organes des Nations Unies

Des représentants de la Société ont participé à la rédaction de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. La Société a également coopéré avec l'Organisation des Nations Unies par le biais de ses membres et de sa participation à diverses conférences parrainées par Réhabilitation Internationale.

B. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2. Bon nombre d'activités de la Société ont un effet direct sur l'éducation. Les membres ont partagé des stratégies de communication avec des thérapeutes et des enseignants, dans des établissements de formation et de manière bilatérale, et ont travaillé en séances particulières avec des enfants handicapés et leur famille pour promouvoir cet objectif. En septembre 2008, la stratégie de communication de la Société a consisté à sensibiliser davantage ses sections aux Objectifs du Millénaire pour le développement qui concernent la pauvreté et le handicap. La Société célèbre le 3 décembre de chaque année la Journée internationale des personnes handicapées.

11. Union internationale pour l'étude scientifique de la population

Statut consultatif spécial accordé en 1950

I. Introduction

L'Union internationale pour l'étude scientifique de la population est une association professionnelle qui rassemble plus de 2 200 chercheurs, scientifiques et décideurs et 770 membres étudiants de 140 pays en vue de coopérer dans un large éventail de domaines.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Union a pour but de favoriser les relations entre les démographes à l'échelle mondiale et de promouvoir la compréhension des questions démographiques par les pouvoirs publics, les organisations nationales et internationales, les organes scientifiques et le grand public. Ses objectifs consistent notamment à déterminer les aspects essentiels qui concernent la population par les données, l'analyse et le contexte; à renforcer dans les pays en développement les capacités humaines en augmentant la participation des membres de pays à faible revenu à ses activités de réunion; à collaborer avec les organisations internationales et régionales et les ONG en ce qui concerne les questions de population; et à encourager l'interaction entre la recherche et la politique afin que les décideurs comprennent mieux la recherche scientifique.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de l'Union ont participé aux réunions de la Commission de la population et du développement, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales. Les activités de l'Union font progresser la recherche, stimulent la concertation sur les politiques et sont à l'origine de publications sur des questions qui préoccupent l'Organisation des Nations Unies, notamment la santé génésique et sexuelle, le VIH/sida, le bien-être des adolescents et des jeunes, la migration internationale, la migration interne et l'urbanisation, le vieillissement, et les interactions entre la population et l'environnement. L'Union a organisé plus de 40 séminaires et conférences dans 24 pays, et les résultats de ces réunions sont publiés sur son site Web. Elle a également publié des rapports, des revues à comité de lecture et des documents d'orientation basés sur ses séminaires et activités.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

L'Union a régulièrement participé aux réunions de la Commission de la population et du développement et aux réunions connexes. Elle a présenté une déclaration officielle à la Cinquième réunion de coordination sur les migrations internationales, organisée en novembre 2006 à New York par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales, et a participé en novembre 2008 à la septième réunion de coordination à New York. Lors de la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement qui s'est tenue en avril 2009 à New York, elle a apporté sa contribution au programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et aux objectifs de développement adoptés au niveau international.

B. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union a organisé des séminaires en vue d'analyser les progrès accomplis en matière de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les besoins en capacités dans les pays en développement et la mesure de l'efficacité des politiques et programmes.

12. Korea Freedom League

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

La Korea Freedom League est à l'origine une union anticommuniste créée en 1954. Elle se consacre à la recherche et aux campagnes internationales pour la promotion et le développement de la liberté et de la démocratie. Elle participe activement aux programmes d'aide humanitaire pour la Corée du Nord.

A. Buts et objectifs de l'organisation

La Ligue a participé activement à l'offre de services volontaires en vue de promouvoir les filets de sécurité sociale et d'organiser des campagnes telles que "Securing Law and Order" (assurer l'ordre public) en vue de contribuer à l'unité nationale.

B. Changements importants dans l'organisation

Le nombre de membres a doublé et a atteint un million en 2009.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

La Ligue a participé en novembre et décembre 2007 à New York à la conférence de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement et, en mars et septembre 2008 à Séoul, au symposium des entreprises coréennes du Pacte mondial des Nations Unies.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

Dans le cadre d'un projet conjoint avec le Comité international olympique et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Ligue a fait un don de

30 000 sacs en plastique respectueux de l'environnement aux 29^e Jeux olympiques de Beijing en août 2008.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 8. La Ligue encourage les partenariats pour promouvoir ses objectifs.

Complément d'information

L'organisation a modifié son nom en anglais de Korea Freedom League à Korea Freedom Federation.

13. Korea International Volunteer Organization

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

La Korea International Volunteer Organization est une organisation non gouvernementale internationale qui œuvre à l'accomplissement des objectifs de développement humain dans le monde, notamment en République de Corée.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'Organisation a pour but d'encourager le travail bénévole. Ses principaux programmes dans les pays en développement sont l'aide d'urgence, la formation professionnelle, l'éducation, la formation en agriculture, l'instauration de l'indépendance économique pour les communautés locales, l'intégration de la dimension de genre et la viabilité environnementale.

B. Changements importants dans l'organisation

Le nombre de membres a atteint 30 000 en 2009, ce qui porte le champ d'activité de l'organisation à 17 pays, et tout particulièrement en Afrique de l'Est.

II. Contributions de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les programmes de l'Organisation dans le domaine du développement durable contribuent au programme global de l'ONU en matière de développement dans les pays en développement en termes d'élimination de la faim et de la pauvreté, d'instauration de l'éducation primaire universelle, d'autonomisation des femmes et de viabilité environnementale. Ils incluent l'enseignement et la formation professionnels en Éthiopie et dans l'État plurinational de Bolivie; le soutien des groupes de femmes des régions rurales au Kenya; et un projet d'eau potable en vue de promouvoir l'eau potable et l'assainissement élémentaire au Kenya.

A. Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

Des représentants de l'Organisation ont assisté en septembre 2006 et septembre 2007 à New York à la cinquante-neuvième et à la soixantième Conférence des organisations non gouvernementales du Département de l'information des Nations Unies.

B. Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Organisation s'est jointe à "Walk the World", une manifestation du Programme alimentaire mondial (PAM) destiné à mobiliser des fonds pour faire connaître et financer les initiatives déployées par PAM en vue de combattre la faim et la malnutrition des enfants en Éthiopie. En 2007, pour commémorer la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, l'Organisation a organisé en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales la section coréenne de la Compétition internationale d'art pour enfants dans la République de Corée.

C. Activités relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement

L'Organisation s'emploie actuellement à contribuer aux Objectifs du Millénaire pour le développement en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique de l'Est.

Objectif 1. L'Organisation a nourri 723 104 enfants et de la nourriture a été fournie à 171 550 sans-abri, personnes âgées et victimes de catastrophes naturelles.

Objectif 2. L'Organisation a accordé des bourses à 354 enfants.

Objectif 3. L'Organisation a assuré la formation professionnelle de 10 080 femmes dans l'État plurinational de Bolivie.

Objectif 6. L'Organisation a prodigué des services médicaux à 1 920 personnes dans l'État plurinational de Bolivie en vue de prévenir la malaria et d'autres maladies infectieuses dans les forêts tropicales; elle a également fourni du matériel et de l'équipement médical à l'hôpital St. Monica au Kenya.

Objectif 7. L'Organisation a construit des puits d'eau villageois en Éthiopie.